
Politique de protection des données à caractère personnel

Le cabinet « Athena Law & Strategy », est un groupement d'avocats sans personnalité juridique, dont le siège principal est actuellement établi rue Lesbroussart 45 à 1050 IXELLES, et dont les sièges secondaires sont actuellement établis Rue de la Paix 11 à 1410 WATERLOO, et Kirchtstrasse 39 boîte 3 à 4700 EUPEN. La SRL Athena Strategy, enregistrée à la BCE sous le n° : BE0776.740.663, ayant son siège à rue Lesbroussart 45 à 1050 IXELLES (e-mail : info@athenalaw.be), (ci-après : « Athena Strategy » ou « nous »), est le responsable des traitements tels que décrits dans la présente politique de protection de vos données personnelles confiées aux avocats du cabinet Athena Law & Strategy.

En ce sens, Athena Strategy est particulièrement attentif à la protection des données à caractère personnel et au respect de la vie privée de toute personne amenée à entrer en contact avec nous. Nous agissons en toute transparence, conformément aux dispositions nationales et internationales en la matière notamment, le Règlement (U.E.) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après dénommé le « règlement général sur la protection des données » ou « R.G.P.D. ») et à la loi nationale applicable en cette matière.

Le présent document d'information relatif à la protection des données à caractère personnel décrit la manière dont nous traitons vos données ainsi que les droits que vous pouvez exercer sur les données qui vous concernent en qualité de personne concernée.

Il peut être modifié à tout moment, afin notamment de nous conformer à toute évolution réglementaire, jurisprudentielle ou technologique. Nous vous invitons à le consulter régulièrement.

Vous pouvez réagir à l'une des pratiques décrites ci-après en nous contactant.

1. POURQUOI ATHENA STRATEGY TRAITE-T-ELLE LES DONNÉES PERSONNELLES ET QUEL EST LE FONDEMENT JURIDIQUE DE NOS TRAITEMENTS ?

Selon les données collectées et traitées ainsi que les catégories de personnes concernées, les finalités et les fondements juridiques de nos traitements diffèrent.

Athena Strategy traite vos données :

Traitement	Finalité de l'utilisation	Fondement juridique du traitement
<i>Gestion de la défense des intérêts de nos clients et de leurs demandes</i>	Nous traitons les données dans le cadre des demandes (audits, notes de consultation, avis) et de la défense des intérêts en justice de nos clients, personnes morales ou physiques.	<p>Ce traitement est nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la réalisation de nos obligations légales conformément au Code judiciaire, et notamment, pour les actes de procédure (article 6.1.c. du R.G.P.D.). - à l'exécution du contrat qui nous lie à nos clients personnes physiques (article 6.1.b. du R.G.P.D.). - à la réalisation de nos intérêts légitimes dans le cadre du traitement des données des personnes de contact chez nos clients personnes morales en vue d'assurer la bonne exécution du contrat (article 6.1.f. du R.G.P.D.). <p>Nous pouvons également traiter des données sensibles (catégories particulières de données à caractère personnel), chaque fois que cela est rendu nécessaire par la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice conformément aux dispositions de l'article 9 §2, f. du R.G.P.D.</p>
<i>Gestion administrative des dossiers de nos clients</i>	Nous traitons les données personnelles dans le cadre de la réalisation des obligations contractuelles ou précontractuelles du cabinet à l'égard de nos clients, personnes morales ou physiques.	<p>Ce traitement est nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la réalisation de nos obligations légales visées notamment par la loi du 18 septembre 2017 relative à <i>la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces</i> et par le Code de déontologie de l'avocat, notamment en matière de lutte contre le blanchiment et le terrorisme (article 6.1.c. du R.G.P.D.) - à l'exécution du contrat qui nous lie à nos clients personnes physiques (article 6.1.b. du R.G.P.D.)

		<ul style="list-style-type: none"> - à la réalisation de nos intérêts légitimes dans le cadre du traitement des données des personnes de contact chez nos clients personnes morales en vue d'assurer la bonne exécution du contrat (article 6.1.f. du R.G.P.D).
<i>Gestion des médiations</i>	Nous traitons les données personnelles pour assurer dans les meilleures conditions le processus de médiation, notamment par la prise de notes, la réalisation de rapport et la communication avec les parties.	<p>Ce traitement est nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la réalisation de nos obligations légales. - à l'exécution du contrat qui nous lie aux parties personnes physiques (article 6.1.b. du R.G.P.D.) - à la réalisation de nos intérêts légitimes dans le cadre du traitement des données des personnes de contact chez nos clients personnes morales en vue d'assurer la bonne exécution du contrat (article 6.1.f. du R.G.P.D). <p>Nous pouvons également être amenés à traiter des données sensibles (Catégories particulières de données à caractère personnel) chaque fois que cela est rendu nécessaire par la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice conformément aux dispositions de l'article 9 §2, f. du R.G.P.D.</p>
<i>Gestion de la comptabilité</i>	Nous traitons les données personnelles pour établir notre facturation.	Ce traitement est nécessaire à la réalisation de nos obligations légales définies par le Code de droit économique et le Code T.V.A. en matière fiscale et comptable (article 6.1.c. du RGPD).
<i>Gestion des relations précontractuelles</i>	Nous traitons les données personnelles afin de répondre aux demandes et/ou questions que les clients nous adressent ou les offres de services et les C.V.	<p>Ce traitement est nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la réalisation de mesures précontractuelles (article 6.1.b. du R.G.P.D.) en vue de permettre ou faciliter une relation contractuelle future avec un client ou fournisseur

		<p>personne physique ainsi qu'avec les candidats.</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la réalisation de nos intérêts légitimes dans le cadre du traitement des données des personnes de contact chez nos clients ou fournisseurs personnes morales en vue d'assurer la bonne gestion de la relation précontractuelle (article 6.1.f. du R.G.P.D.).
<i>Gestion de nos fournisseurs</i>	<p>Nous traitons les données personnelles des personnes de contact de nos fournisseurs personnes morales ou les données dedans le cadre de nos obligations contractuelles à l'égard de notre fournisseur.</p>	<p>Ce traitement est nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la réalisation de nos obligations légales visées par le Code de droit économique en matière fiscale et comptable (article 6.1.c. du R.G.P.D.). - à l'exécution du contrat qui nous lie à notre client (article 6.1.b. du R.G.P.D.) - L'intérêt légitime du cabinet de collecter et traiter des données relatives aux personnes de contact des soumissionnaires, fournisseurs et/ou partenaires, fait partie du processus de négociation et/ou d'exécution de ses prestations contractuelle
<i>Gestion de la communication et de notre newsletter</i>	<p>Nous traitons les données afin de communiquer les informations relatives à notre activité.</p> <p>Notre intérêt légitime est d'offrir et de promouvoir nos services et/ou de partager avec nos clients des messages d'information qui correspondent à ce qu'ils peuvent raisonnablement attendre de nous dans le contexte de notre relation existante ou future.</p>	<p>Ce traitement est nécessaire à la poursuite de notre intérêt légitime, dès lors que nous avons mis en balance cet intérêt et les intérêts ou libertés et droits fondamentaux du client (article 6.1.f. du R.G.P.D.).</p> <p>Votre consentement est parfois requis conformément aux règles spécifiques relatives à la publicité par courrier électronique (Article XII.13(1) du Code de Droit Economique; Arrêté Royal du 4 avril 2003).</p> <p>Les clients peuvent à tout moment s'opposer à ce traitement en nous contactant.</p>

<i>Gestion de notre contentieux éventuel</i>	<p>Nous pouvons être amenés à utiliser des données personnelles pour défendre nos intérêts en justice dans le cadre d'un éventuel contentieux.</p>	<p>Ce traitement est nécessaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la poursuite de notre intérêt légitime, dès lors que nous avons mis en balance cet intérêt et les intérêts ou libertés et droits fondamentaux du client (article 6.1.f. du R.G.P.D.). - à l'exécution du contrat litigieux (article 6.1.b du R.G.P.D.). <p>Nous pourrions également être amenés à traiter des données sensibles (Catégories particulières de données à caractère personnel), chaque fois que cela est rendu nécessaire par la constatation, l'exercice ou la défense de nos droits en justice conformément aux dispositions de l'article 9 §2, f. du R.G.P.D.</p>
---	--	--

2. QUELLES SONT LES DONNÉES PERSONNELLES QUI SONT TRAITÉES PAR ATHENA STRATEGY ET D'OÙ PROVIENNENT-ELLES ?

Nous collectons uniquement des données personnelles adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées. Suivant les finalités, la collecte des données est réalisée différemment.

Nous détaillons ci-dessous les données personnelles que nous recueillons sur nos clients, la raison de leur collecte, ainsi que les modalités de recueil de celles-ci.

<i>Traitement</i>	<i>Les données collectées et traitées</i>	<i>Modalités de la collecte</i>
<i>Gestion de la défense des intérêts et des demandes des clients</i>	<p>Pour les personnes morales : Données d'identification des personnes de contact (adresse email professionnel, téléphone professionnel, titre, etc.) et toute information en lien avec l'intervention de la personne de contact dans la relation contractuelle.</p> <p>Pour les personnes physiques :</p> <p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Données familiales (noms et prénoms des enfants, filiation, état civil, etc.)</p> <p>Caractéristiques personnelles (âge, sexe, date de naissance, nationalité, pays d'origine, langue maternelle, langue(s) parlée(s), etc.)</p> <p>Caractéristiques professionnelles (profession, diplôme, carrière, etc.)</p> <p>Données financières (n° de compte, l'avertissement extrait de rôle et la composition de ménage ou tous documents attestant de la situation financière)</p> <p>Données de catégories particulières telles que les données concernant la santé, les condamnations pénales ou les infractions, l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses, l'appartenance à un syndicat ou les orientations sexuelles.</p> <p>De manière générale toutes les données nécessaires à la constatation, à l'exercice ou à la défense des intérêts en justice de nos clients.</p>	<p>Soit directement auprès du client.</p> <p>Soit auprès d'un tiers tel que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Bureau d'aide juridique ○ Compagnie d'assurance ○ Partie adverse ○ Conseil technique ○ Autorité judiciaire ou administrative ○ Autorité publique (police, etc.) <p>Soit parce que le client ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles</p>
<i>Gestion administrative des dossiers des clients</i>	<p>Pour les personnes morales : Données d'identification des personnes de contact (adresse email professionnel, téléphone professionnel, titre, etc.) et toute information en lien avec l'intervention de la personne de contact dans la relation contractuelle.</p>	<p>Soit directement auprès du client.</p> <p>Soit auprès d'un tiers tel que :</p>

	<p>Pour les personnes physiques :</p> <p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise, carte d'identité)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Photographie (carte d'identité)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ Bureau d'aide juridique ○ Compagnie d'assurance ○ Partie adverse ○ Conseil technique ○ Autorité judiciaire ou administrative ○ Autorité publique (police, etc.) <p>Soit parce que le client ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles.</p>
Gestion de la mission de médiation	<p>Pour les personnes morales : Données d'identification des personnes de contact (adresse email professionnel, téléphone professionnel, titre, etc.) et toute information en lien avec l'intervention de la personne de contact dans la relation contractuelle.</p> <p>Pour les personnes physiques :</p> <p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Données familiales (noms et prénoms des enfants, filiation, état civil, etc.)</p> <p>Caractéristiques personnelles (âge, sexe, date de naissance, nationalité, pays d'origine, langue maternelle, langue(s) parlée(s))</p> <p>Caractéristiques professionnelles (profession, diplôme, carrière, etc.)</p> <p>Données financières (n° de compte, l'avertissement extrait de rôle et la composition de ménage ou tous documents attestant de la situation financière)</p> <p>Données de catégories particulières telles que les données concernant la santé, les condamnations pénales ou les infractions, l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses, l'appartenance à un syndicat ou les orientations sexuelles.</p>	<p>Soit directement auprès du client.</p> <p>Soit auprès d'un tiers tel que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Bureau d'aide juridique ○ Compagnie d'assurance ○ Partie adverse ○ Conseil technique ○ Autorité judiciaire ou administrative ○ Autorité publique (police, etc.) <p>Soit parce que le client ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles.</p>

	De manière générale toutes les données nécessaires à la constatation, à l'exercice ou à la défense des intérêts en justice de nos clients.	
<i>Gestion de la comptabilité</i>	<p>Pour les personnes morales : Données d'identification des personnes de contact (adresse email professionnel, téléphone professionnel, titre, etc.) et toute information en lien avec l'intervention de la personne de contact dans la relation contractuelle.</p> <p>Pour les personnes physiques :</p> <p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Données financières (n° de compte)</p>	<p>Soit directement auprès du client.</p> <p>Soit parce que le client ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles.</p>
<i>Gestion des relations précontractuelles</i>	<p>Pour les personnes morales : Données d'identification des personnes de contact (adresse email professionnel, téléphone professionnel, titre, etc.) et toute information en lien avec l'intervention de la personne de contact dans la relation contractuelle.</p> <p>Pour les personnes physiques :</p> <p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, numéro de téléphone)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Données communiquées par le client afin d'évaluer si nous pouvons traiter son dossier ou sa demande.</p> <p>En outre, en cas de recrutement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Caractéristiques personnelles (âge, sexe, date de naissance, votre pays, langue maternelle) - Caractéristiques professionnelles (profession, diplôme, carrière, etc.) 	Directement auprès du client.
<i>Gestion de nos fournisseurs</i>	<p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise, numéro de commande)</p> <p>Données financières (n° de compte)</p>	<p>Soit directement auprès du client.</p> <p>Soit parce que le client ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles (Banque Carrefour des entreprises)</p>

Gestion de la communication et de notre newsletter	Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone) Données d'identification électronique (adresse mail)	Soit directement auprès du client.
Gestion du contentieux	<p>Pour les personnes morales : Données d'identification des personnes de contact (adresse email professionnel, téléphone professionnel, titre, etc.) et toute information en lien avec l'intervention de la personne de contact dans la relation contractuelle.</p> <p>Pour les personnes physiques :</p> <p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Caractéristiques professionnelles (profession, diplôme, carrière, etc.)</p> <p>Données financières (n° de compte, l'avertissement extrait de rôle et la composition de ménage ou tous documents attestant de la situation financière)</p> <p>Données de catégories particulières telles que les données concernant la santé, les condamnations pénales ou les infractions, l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses, l'appartenance à un syndicat ou les orientations sexuelles. De manière générale toutes les données nécessaires à la constatation, à l'exercice ou à la défense des intérêts en justice de nos clients</p> <p>Photographies ou images.</p>	<p>Soit directement auprès du client.</p> <p>Soit obtenues auprès de la compagnie d'assurance</p> <p>Soit parce que le client ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles.</p>

3. AVEC QUI ATHENA STRATEGY PARTAGE-T-ELLE LES DONNEES PERSONNELLES ?

Tout partage de données s'effectue dans le respect du secret professionnel, des règles déontologiques et du présent document.

Les données énumérées ci-dessus sont accessibles aux personnes membres de l'équipe du cabinet Athena Law & Strategy ou tout confrère, intervenant comme collaborateur ou avocat spécialisé, ou tout conseil technique dans la stricte mesure nécessaire à l'exécution des obligations du cabinet.

Dans le cadre de la défense de ses intérêts, du mandat donné par le client et dans la mesure nécessaire, l'avocat membre du cabinet communique les données personnelles du client aux autorités judiciaires ou administratives ou auxiliaires de justice compétents.

Les membres du cabinet sont susceptibles de transmettre ces données personnelles aux parties adverses dans le cadre de la défense des intérêts du client et dans la mesure nécessaire.

Les membres du cabinet sont susceptible de transmettre, le cas échéant, les données du client à des organismes bancaires ou d'assurances dans le cadre de la défense des intérêts du client, dans le respect du secret professionnel et dans la mesure nécessaire.

Les membres du cabinet peuvent être amenés à devoir transmettre les données personnelles à des tiers en vertu de la loi, de décrets ou d'autres dispositions réglementaires auxquelles il ne peut se soustraire ; comme par exemple dans le cadre de l'application de la loi relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces (auquel cas vos données peuvent également être partagées avec le Bâtonnier) ; .

Athena Strategy peut également partager certaines données avec ses cocontractants, qualifiés de « sous-traitants » au sens du R.G.P.D., dans la mesure strictement nécessaire au fonctionnement d'applications ou systèmes de gestion informatisés ou non informatisés auxquels le Athena Strategy a souscrit.

En toutes circonstances, nous assurons la protection des données des clients par des conventions assurant la confidentialité.

Les prestataires de services avec qui nous sommes amenés à partager les données des clients sont les suivants :

Type de prestataire de service	Localisation
Prestataires de solutions d'envoi d'e-mails	En Europe
Prestataires de solutions d'envoi postal	En Europe
Prestataires de solutions informatiques et de maintenance de l'infrastructure et des systèmes	En Europe
Prestataires de service d'hébergement / Cloud	En Europe
Comptables et prestataires de services financiers	En Europe
Banques / Assurances	En Europe
Assureur tiers-payeur	En Europe
Avocats – collaborateurs – avocats-stagiaires	En Europe
L'Ordre des barreaux francophones et germanophones (Avocats.be)	En Europe

Prestataire de service de copies	En Europe
Réseaux sociaux	En Europe

Pour des raisons de sécurité, la liste des sous-traitants, leur domaine d'activités, la finalité poursuivie et le cas échéant le pays dans lequel les données sont traitées et hébergées ne sont pas disponibles sur notre site, mais à la première demande des personnes concernées.

4. COMBIEN DE TEMPS ATHENA STRATEGY GARDE-T-ELLE LES DONNÉES PERSONNELLES ?

La durée de conservation des données personnelles varie selon les finalités des traitements de ses données. Cette durée est limitée en tenant compte des éventuelles obligations de conservation que la loi nous impose.

<i>Le traitement</i>	<i>Durée</i>
<i>Gestion de la défense des intérêts et des demandes des clients</i>	La durée de conservation est de 5 ans à compter de la fin de la relation avec le cabinet. .
<i>Gestion administrative des dossiers de nos clients</i>	La durée de conservation est de 10 ans à compter de la clôture du dossier.
<i>Gestion de la mission de médiation</i>	La durée de conservation est de 5 ans à compter de la fin de la relation avec le cabinet.
<i>Gestion de la comptabilité</i>	La durée de conservation est de 7 ans à compter de l'année durant laquelle le client a été encodé comptablement.
<i>Gestion des relations précontractuelles.</i>	Les données sont immédiatement supprimées, à l'exception des C.V., que nous pouvons conserver pendant une année dans notre réserve de recrutement.
<i>Gestion de nos fournisseurs</i>	La durée de conservation est de 7 ans à compter de l'année durant laquelle le client a été encodé comptablement.
<i>Gestion de la communication et de notre newsletter</i>	La durée de conservation est de 2 ans à partir de notre dernier contact.
<i>Gestion du contentieux du cabinet</i>	Les données sont supprimées après l'exécution du jugement ou la clôture définitive du litige.

5. ATHENA STRATEGY TRANSFÈRE-T-ELLE LES DONNÉES PERSONNELLES EN DEHORS DE L'UNION EUROPÉENNE ?

Les transferts des données vers un pays hors de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ne seront autorisés, que si et seulement si :

- La Commission européenne a rendu une décision qui établit que ce pays assure un niveau de protection adéquat des données, c'est-à-dire équivalent à celui prévu par la législation européenne. Les données personnelles seront transférées sur ce fondement.
- Le transfert est couvert par une garantie appropriée accordant un niveau de protection des données équivalent à celui prévu par la législation européenne, telle que les clauses contractuelles types de la Commission, un Code de conduite, une certification, des règles d'entreprise contraignantes, votre consentement.

En l'absence de décision d'adéquation ou des garanties appropriées, un transfert ou un ensemble de transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers reste possible si ce transfert est nécessaire à la constatation, à l'exercice ou à la défense de droits en justice.

6. COMMENT PROTÉGEONS-NOUS LES DONNÉES PERSONNELLES DES CLIENTS ?

En toutes circonstances, nous assurons un niveau adéquat de sécurité technique et organisationnelle des données personnelles des clients, en vue de les prémunir de toute fuite de données, notamment la perte, la destruction, la divulgation publique, l'accès non autorisé ou tout usage abusif. Cependant et si le client a connaissance de l'existence d'une fuite de données ou s'il en suspecte une, nous lui demandons de nous la signaler immédiatement en nous contactant.

Pour des raisons de sécurité, la liste des sous-traitants, leur domaine d'activités, la finalité poursuivie et le cas échéant le pays dans lequel les données sont traitées et hébergées ne sont pas disponibles sur notre site, mais à la première demande des personnes concernées.

7. QUELS SONT LES DROITS DES CLIENTS ET COMMENT NOUS CONTACTER ?

Excepté si une disposition légale en vigueur en Belgique ne le permet pas, en ce compris le R.G.P.D., ou si le secret professionnel s'y oppose, les clients ont les droits suivants :

- Le droit d'accès en ce compris le droit de savoir que le Athena Strategy traite leurs données personnelles ;
- Le droit de recevoir une copie des données traitées ;
- Le droit de rectification des données traitées ;
- Le droit de retrait du consentement ;

- Le droit de s'opposer au traitement de leurs données personnelles notamment si leurs données personnelles sont traitées sur la base de notre intérêt légitime ;
- Le droit de limiter le traitement des données traitées ;
 - Si le client conteste l'exactitude de ces données. Dans l'attente de l'évaluation des intérêts en présence avant l'exercice du droit d'opposition au traitement de certaines données personnelles.
 - Si le traitement de ses données personnelles est illégitime, mais que le client ne souhaite néanmoins pas exercer son droit à l'effacement des données.
 - Si nous n'avons plus besoin des données personnelles du client, mais qu'il en a besoin dans le cadre d'une action en justice.
- Le droit à l'effacement des données traitées ;
- Le droit à la portabilité des données traitées ;
- Le droit de déposer une plainte auprès de l'Autorité de protection des données :

www.autoriteprotectiondonnees.be

Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles

Téléphone : +32 (0)2 274 48 00

Télécopie : +32 (0)2 274 48 35

Courriel : contact@apd-gba.be

Pour de plus amples informations sur les plaintes et voies de recours possibles, les clients sont invités à consulter la page suivante de l'Autorité de protection des données : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/citoyen/agir/introduire-une-plainte>

Nous ne manquerons pas de donner suite aux demandes du client dans les meilleurs délais et au plus tard dans le mois qui suit la réception de sa demande, nous l'informerons des suites que nous y avons réservées.

Selon la difficulté de sa demande ou le nombre de requêtes que nous recevons d'autres personnes, ce délai pourra être prolongé de deux mois. Dans ce cas, le client sera averti de cette prolongation dans le mois suivant la réception de son formulaire.

En toutes circonstances, lors de la communication de ces informations, nous sommes toujours dans l'obligation de tenir compte des droits et libertés des autres personnes.

Le client peut exercer ses droits en s'adressant au Athena Strategy à l'adresse mail suivante : info@athenalaw.be ou par envoi postal à l'adresse suivante : rue Lesbroussart 45 – 1050 IXELLES.

Nous prions nos clients de joindre à leur demande les pièces ou informations nécessaires à prouver leur identité, à défaut nous pourrions leur revenir afin de solliciter une preuve de leur identité, par exemple une copie de leur carte d'identité, en vue de donner les suites utiles à leur demande.

Enfin, lorsque la demande d'exercice de droit est manifestement infondée ou excessive, notamment en raison de son caractère répétitif, elle pourra être refusée ou faire l'objet du paiement de frais raisonnables qui tiennent compte des coûts administratifs supportés pour fournir les informations, procéder aux communications ou prendre les mesures demandées.

8. QUEL EST LE DROIT APPLICABLE ET LA JURIDICTION COMPÉTENTE ?

La présente Politique est régie par le droit belge. Tout litige relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente Politique sera soumis au droit belge.

9. UTILISONS-NOUS DES COOKIES OU AUTRES TRACEURS ?

Nous utilisons des cookies sur nos sites internet.

Un cookie est un code sous la forme d'un fichier stocké sur votre ordinateur. Lors d'une visite ultérieure sur notre site internet, ces cookies peuvent alors être reconnus. Les cookies nous aident à améliorer notre site, à faciliter votre navigation, à vous offrir une publicité ciblée ou encore à analyser notre audience.

Pour en savoir plus sur notre Politique en matière de cookies, veuillez consulter notre site internet, sous l'onglet « **Cookies Policy** ».

10. MODIFICATIONS

Athena Strategy peut à tout moment apporter, pour différentes raisons, des corrections, des compléments ou des modifications au présent document d'information sur la politique de protection des données. La version la plus actuelle peut être consultée en permanence sur notre site internet.

Dernière mise à jour le 28 janvier 2022.